

LES « DEMOCRATIES POPULAIRES » FONDEMENTS ET CARACTERES

L'appellation « démocratie populaire » revêtit, durant ce dernier demi-siècle, plusieurs significations. Le plus couramment, elle s'appliqua aux Etats communistes créés au lendemain de la Seconde guerre mondiale sur le modèle de l'URSS, tant en Asie (Chine, Corée du Nord, Vietnam du Nord) qu'en Europe (Albanie, RDA, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie). Mais ce fut surtout à propos de cette dernière partie du monde (l'Europe) que l'expression s'imposa pour désigner plus spécialement les six Etats considérés comme satellites de l'URSS (RDA, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie). Ainsi, employa-t-on, en synonymes, les termes « Pays d'Europe de l'Est », « Etats satellites de l'URSS » ou « démocraties populaires ».

Toutefois, avant de devenir un simple identifiant géo-politique, l'expression tendit à caractériser le nouveau régime politique de ces Etats. Mais, n'ayant jamais été clairement défini par ses promoteurs, le concept de « démocratie populaire » prit des acceptions différentes avant et après la soviétisation de ces pays.

UNE « TROISIEME VOIE » ?

L'idée de « démocratie populaire » semble avoir été lancée dans les milieux Kominterniens durant les années trente lorsque fut encouragée la tactique des « fronts populaires » pour s'opposer à la montée des fascismes. A l'automne 1936, le Bulgare Georges Dimitrov, secrétaire général du Komintern, déclara, à propos de la guerre civile en Espagne, que la république future serait « un Etat particulier à véritable démocratie populaire. Ce ne serait pas encore un Etat soviétique, mais un Etat antifasciste, un Etat de la gauche, avec la participation de la bourgeoisie vraiment gauche »¹. Après l'entrée en guerre de l'Union soviétique, à partir de 1941, cette tactique du Komintern de créer des coalitions antifascistes sur des bases démocratiques fut systématisée. Grâce au concours des

¹ E. Kalinova, I.Baeva, *La Bulgarie entre l'Est et l'Ouest, 1939-1997*, à paraître, L'Harmattan, 2000.

communistes, des « fronts populaires » (dénommés Front National, Front Patriotique, Front de Libération nationale...) furent mis en place dans les pays occupés par les Allemands.

Cette collaboration entre partis non fascistes ne devait pas concourir seulement à la défaite du nazisme et de ses alliés, mais se concrétiser, après la guerre, dans l'installation d'un régime original désigné sous les termes de « démocratie nouvelle » ou de « démocratie populaire ». Telle fut la doctrine prêchée par les leaders communistes européens. Dès 1944, par exemple, le polonais Gomulka annonçait l'avènement de cette forme politique inédite, tout à fait différente de la démocratie des Etats libéraux occidentaux : « Dans les conditions de la démocratie populaire – promettait-il-, grâce au renforcement du pouvoir et de l'appareil d'Etat par les éléments démocratiques, grâce au développement de la production nationalisée, la voie vers des transformations sociales et vers un passage au système socialiste devient possible, et cela d'une façon évolutive »². Gottwald en Tchécoslovaquie ou Dimitrov en Bulgarie tenaient le même discours. Tous insistaient sur la spécificité nationale de la nouvelle démocratie à édifier. « De la démocratie nationale –prophétisait Gottwald, à l'issue de la Guerre- la Tchécoslovaquie évoluera tranquillement vers un socialisme particulier, conforme à ses traditions, à la mentalité de sa population »³. Selon lui, il ne faisait aucun doute qu'« il n'existait pas en toute circonstance une seule voie vers le socialisme (...) En présence d'un certain rapport de forces international et intérieur, une autre voie menant au socialisme est possible ». Rakosi, à la tête du PC hongrois, entonnait le même air : « Notre socialisme –affirmait-il en septembre 1946- sera créé uniquement comme le résultat de l'histoire hongroise et des forces économiques, politiques et sociales hongroises. Ce sera le socialisme né sur le sol hongrois et adapté aux conditions hongroises ». Les autorités soviétiques elles-mêmes écartaient l'idée d'« une transposition mécanique du système soviétique ».

Mais quelle était exactement cette « autre voie » qui devait conduire les populations d'Europe orientale vers un « soleil radieux » ? En fait, elle n'était pas nettement tracée par ceux qui en vantaient les mérites ; à peine était-elle balisée. Les seuls passages obligés étaient la collaboration avec des partis foncièrement antifascistes, la nationalisation des grands

² H. Carrère d'Encausse, *Le grand frère*, Flammarion, 1983, p. 94.

³ F. Fejto, *Le coup de Prague 1948*, Seuil, 1976, p. 69.

moyens de production, une profonde réforme agraire, une répartition plus juste des richesses... Rien d'autre n'était explicitement exprimé, comme si toute latitude était laissée aux différents « fronts » selon les pays et selon la conjoncture. Aux partis progressistes, d'inventer, de s'adapter, de construire ou de reconstruire sur ce « champ de bataille » où, d'après le sociologue hongrois Lukacs, se mesuraient les forces respectives de la démocratie libérale et du socialisme communiste⁴.

La mise en place de ce nouveau type de régime ne signifiait cependant pas une renonciation à l'édification d'une société socialiste. Elle devait seulement permettre une transition –plus ou moins longue- vers le communisme. Par ce biais, le passage à l'étape ultime se ferait en douceur. Selon Gottwald, on pourrait ainsi éviter le recours à la dictature du prolétariat et des soviets. La démocratie populaire, renchérisait à la fin septembre 1946 le PC hongrois, rendait possible d'aller sans guerre civile vers le socialisme⁵.

Comment de telles déclarations et un tel programme n'auraient-ils pas enthousiasmé une partie des populations concernées, notamment les couches les plus jeunes ? Avec l'installation de ce nouveau type de régime, intermédiaire entre la démocratie bourgeoise et la démocratie socialiste, c'était enfin l'espoir de construire un système démocratique original, plus juste, plus égalitaire que dans les pays libéraux et, surtout, bien adapté à chaque pays.

Les premières réalisations des gouvernements frontistes, même si elles n'étaient pas exemptes d'initiatives inquiétantes, purent renforcer l'espoir et la confiance en cette « troisième voie ». La démocratisation des institutions, le partage des grandes propriétés, les nationalisations des grandes industries, la reconstruction de pays ruinés... semblèrent confirmer les discours des dirigeants communistes. Si, dans plusieurs pays (Bulgarie, Pologne, Albanie, Yougoslavie...), cette espérance fut de courte durée, le Parti communistes dévoilant très tôt ses ambitions hégémoniques et éliminant toutes les résistances, dans d'autres Etats, elle se maintint plus longtemps. Ainsi, en Tchécoslovaquie, on observa jusqu'à l'été 1947, un assez bon fonctionnement du Front national qui permit des élections régulières et des réformes importantes. Tout changea définitivement dans ce

⁴ M. Molnar, *La démocratie se lève à l'Est*, PUF, 1990, p. 75.

⁵ B. Kopeczi, *Trente années de la culture hongroise. Une révolution culturelle*, éditions officielles, 1982, p.93.

pays comme dans les autres « démocraties populaires » à partir de l'automne 1947.

LA SOVIETISATION OU LA FIN DU MYTHE DE LA « TROISIEME VOIE »

A l'origine directe de cette mutation se place, bien entendu, la dégradation des relations entre l'URSS et les Etats occidentaux, nettement entamée dès 1945, qui se poursuivit inexorablement en 1946, et aboutit en 1947 aux premières joutes de la « Guerre froide » : la proclamation de la doctrine Truman et du Plan Marshall, du côté américain, la constitution du Kominform, qui regroupa autour de l'URSS les partis communistes est-européens et, en partie, occidentaux. Dès la réunion inaugurale du Kominform, en septembre 1947, Jdanov exposa sa fameuse théorie selon laquelle le monde était désormais divisé en deux blocs, l'un regroupant les Etats impérialistes (autour des Etats-Unis), l'autre les Etats démocratiques (autour de l'URSS). Il se réjouit de l'avancée décisive des démocraties populaires d'Europe de l'Est : « Toutes, déclara-t-il, ont sapé les positions du capitalisme monopoliste, toutes ont créé des Etats d'un type nouveau, la République populaire où le pouvoir est au peuple (...) Les fondements de la transition vers la voie d'évolution socialiste ont été jetés ». En réalité, cette première réunion du Kominform mit en évidence les différences entre les Etats dits de « démocratie populaire ». Certains, comme la Yougoslavie, étaient déjà soviétisés, le Parti communiste ayant totalement conquis le pouvoir et y exerçant une dictature de fer. D'autres, comme la Pologne voyaient des dirigeants communistes croire encore –ou feindre de croire- à la possibilité d'une voie nationale et au maintien d'un système de coalition pluraliste. Quant à la Tchécoslovaquie, elle laissait prévoir, par la voix de son délégué Slansky, qui se plaignait de la double pression de l'impérialisme américain et des forces réactionnaires internes, un prochain changement tactique.

Cette relative diversité des positions des leaders communistes, qui s'explique, à la fois, par le flou du concept de « démocratie populaire » et la politique attentiste de Staline, ne s'exprima pas longtemps. Tout permet de penser que, à la fin de 1947 au plus tard, Staline prit la décision d'aligner totalement les « démocraties populaires » sur l'Union soviétique.

A ce moment crucial, le témoignage de Wolfgang Leonhard - alors fonctionnaire communiste au secrétariat central du SED (parti

socialiste est-allemand)- nous donne une idée concrète de la manière brusque dont se fit le changement de tactique⁶. Dès la fin de l'été 1947, un ancien condisciple de l'école du Komintern, en relation avec les plus hautes instances soviétiques, l'informa que la thèse de la voie spécifiquement allemande vers le socialisme –qui faisait expressément partie des objectifs du SED- serait « bientôt » remise en question. Au congrès du SED, en septembre 1947, si la thèse ne fut pas encore officiellement écartée, l'accent fut cependant mis sur les « remarquables performances de l'Union soviétique », ce qui semblait préparer le terrain. Au printemps 1948, le pas fut franchi à l'occasion d'une conférence à Berlin du colonel Toulpanov, conseiller politique de l'administration militaire soviétique : « Il parla – raconte W. Leonhard- pendant six heures. Plus de la moitié de ce temps fut consacrée à une analyse de la genèse de la démocratie populaire. Il parla en détail des deux particularités de la genèse de la démocratie populaire (l'existence de l'Union soviétique et le combat en commun contre le fascisme) ; du double caractère de la révolution populaire démocratique (en même temps nationale et démocratique), et des particularités des forces de classe (alliance de la classe ouvrière, de la paysannerie, des intellectuels, de la petite-bourgeoisie, et de la partie patriotique de la bourgeoisie). Puis vint le plus important. Jusqu'ici, nous avons caractérisé la démocratie populaire comme une démocratie « progressiste », quelquefois aussi comme une démocratie « réelle ». Mais, déclara Toulpanov, une Révolution populaire démocratique, si elle ne rencontre pas d'obstacles dans son développement, se change fatalement en une Révolution socialiste ». Et Toulpanov annonça qu'avec « l'achèvement de la révolution de la démocratie populaire » avait débuté « le processus de la transition de cette révolution vers une révolution socialiste ». Quant aux modalités de passage, il ne laissa aucune illusion : « L'expérience montre, conclut-il, qu'il n'y a en aucune façon de voie spécifique vers le socialisme, soit nationale-bulgare, ou nationale-yougoslave, nationale-polonaise ou particulièrement hongroise ou tchécoslovaque ».

A la date à laquelle le colonel Toulpanov prononçait sa conférence, la nature des démocraties populaires ne faisait effectivement plus aucun doute pour personne. La soviétisation des pays qui, de manière plus ou moins feutrée, avait largement débuté pendant la période des « fronts », s'était brusquement accentuée à compter de 1946 et systématisée en 1947. Des équipes venues de Moscou, formées à la discipline

⁶ W. Leonhard, *Un enfant perdu de la Révolution*, France-Empire, 1983, pp. 278-279.

kominternienne, avaient, peu à peu, pénétré –avec l’aide des communistes locaux- dans les principaux rouages des démocraties populaires. Par le noyautage, la répression et la fameuse « tactique du salami », consistant à écarter successivement les partenaires du Front, de la même manière que l’on coupe des tranches de saucisson, les communistes avaient réussi à vider de son sens le concept de démocratie populaire, entendu comme l’expression libre de tous les partis de gauche. Au cours de l’année 1948, à la suite du « coup de Prague », par lequel la Tchécoslovaquie bascula dans le camp stalinien, les nouveaux régimes devinrent tous de simples dictatures exercées par un parti dominant, le PC, lui-même entièrement sous la coupe de l’URSS. Le rêve d’une « troisième voie » entre la république bourgeoise et la république soviétique s’écroulait. Désormais, le terme de « démocratie populaire » deviendrait synonyme de régime stalinien. Pas seulement d’ailleurs en raison des pratiques politiques et de la domination exclusive de l’URSS, mais également sur le plan institutionnel. Les constitutions dont se dotent les Etats d’Europe centrale de 1946 à 1952 ont toutes pour modèle la constitution soviétique de 1936, jugée à l’époque par Staline comme « la plus démocratique du monde ». En outre, si la plupart des pays maintiennent en nombre variable (4 en RDA, 4 en Tchécoslovaquie, 2 en Pologne, 1 en Bulgarie...) des partis « amis », rescapés des « fronts populaires » initiaux, ceux-ci sont totalement alignés sur les partis communistes et ont pour fonction de relayer l’action de ces derniers dans divers secteurs de la société. De même, tous ces régimes est-européens sont dotés d’une puissante armée et d’une non moins puissante police, toutes deux sous influence directe de l’Union soviétique. Les réformes lancées dans les différents pays après 1948 (collectivisation, nationalisation, planification) reproduisent très exactement celles pratiquées autrefois en URSS par les Bolcheviques. En quelques mois, les démocraties populaires deviennent des satellites complets, ayant l’URSS comme seul modèle, et ne travaillant qu’à son seul profit⁷.

En dépit de ce terrible laminage des spécificités nationales, l’espoir originel d’inventer une « démocratie nouvelle » -qui éviterait les dysfonctionnements des démocraties libérales et les déviations dictatoriales du régime soviétique- ne disparut pas. Il réapparut sous des formes diverses entre 1948 et 1968⁸. Ainsi, après le rejet stalinien, Tito et son équipe eurent l’ambition de créer en Yougoslavie une véritable « démocratie socialiste »

⁷ F. Fejto, *Histoire des démocraties populaires*, 2 vol. Seuil, 1^{ère} éd. 1952.

⁸ J-F Soulet, *Histoire comparée des Etats communistes de 1945 à nos jours*, A. Colin, 1996.

ayant pour bases l'autogestion et la décentralisation. En Hongrie, Imre Nagy, ayant dénoncé les dérives du modèle stalinien, crut, un bref moment, entre 1953 et 1956, construire un « communisme qui n'oublie pas l'Homme ». Tout comme, au printemps 1968, Alexandre Dubcek rêva d'un « socialisme à visage humain ». Mais chaque fois, l'URSS intervint pour remettre brutalement au pas ces « doux rêveurs », imposer un retour à la « normale » et empêcher ainsi que le concept de « démocratie populaire » ne soit plus un slogan mensonger mais retrouve sa signification littérale.

Jean-François SOULET